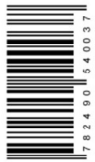


Sidya Diop



Elections en Afrique

**à quand la victoire
du peuple ?**



9 782490 540037
Seven Saara

Toute reproduction interdite sans l'autorisation de l'auteur.

Tous droits réservés à Seven Saara.

« Le Code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L.122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal. »

Le Sénégal vient de sortir, il y a quelques mois, d'élections présidentielles après une période de tension marquée par une grande colère sociale contre les institutions politiques, parlementaires et judiciaires, sur fond de grèves récurrentes des différents secteurs professionnels les plus importants tels que les services de santé, et de l'enseignement. Face à cette colère, les réponses de la classe politique, quelle que soit le mouvement, semblent presque identiques.

Cette classe politique, à part quelques exceptions, semble prendre comme « un jeu », la lourde responsabilité de diriger un pays et a mené une campagne faite de spectacles et de promesses. Promesses qui visent presque toutes à nous faire « ressembler » aux pays développés, en nous dotant d'équipements et d'infrastructures modernes construits ou fournis par ces derniers.

Les forces en présence donnent l'impression d'être plus habitées par l'ambition de prendre leur part du « gâteau », que de servir le peuple sénégalais.

Les différents discours autour de ces élections, semblent suivre le traditionnel schéma, révélant les failles du « modèle démocratique sénégalais », et révèlent que les aspects importants indiquant le bon

fonctionnement d'une « démocratie », font défaut : l'indépendance des pouvoirs, la liberté, l'indépendance de la presse, la transparence dans le financement des partis, le manque de programme détaillé et original des partis politiques ; et, quand il en existe un, il est rarement discuté avec les citoyens. Les modalités d'expression citoyenne du peuple, sont réduites à leur strict minimum face à la toute-puissance du pouvoir exécutif.

Dans ce contexte assez frustrant, en raison de l'absence d'un véritable débat d'idées, nous ne pouvons que nous réjouir de l'irruption dans le « débat » politique de la question des rapports néocoloniaux et de la souveraineté nationale. Cette demande émanant d'une faction de la jeunesse sénégalaise, porteuse de valeurs patriotiques et aspirant à une véritable indépendance, a eu le mérite de faire tomber les masques, mettant à nu les incohérences et contradictions qui traversent notre société, toutes catégories sociales confondues.

Incohérences idéologiques d'une classe politique et intellectuelle qui aspire au « développement » dans la dépendance.

Incohérences morales de certaines autorités traditionnelles et religieuses qui se sont alliées avec les autorités politiques sur le dos de populations souvent victimes de leur manque de conscience aussi bien politique que religieuse.

Une classe dirigeante qui ne mérite pas le nom d'élite, de par son manque, d'initiatives audacieuses et de sentiment patriotique.

Une classe qui accepte comme une vulgate sacrée, l'historiographie euro centrique dont elle se fait l'écho, récitant des concepts dont elle ignore souvent la genèse, si bien qu'elle regarde et traite son peuple et ses problèmes, avec le même regard que le colonisateur.

Une classe politique qui semble ne pas disposer des outils idéologiques appropriés pour analyser en profondeur notre condition, si bien qu'elle est vulnérable face à cette lutte idéologique, dont parlait le regretté Cheikh Anta Diop, que mène l'impérialisme contre les Africains. Cet impérialisme, qui tel le chasseur de la préhistoire, cherche à « neutraliser d'abord l'esprit des peuples conquis avant de procéder à leur élimination physique ». Nous refusons de voir la continuité de la domination coloniale qui nous installe dans un état de crise permanente.

Nous regardons l'histoire se répéter sans, apparemment, en tirer des leçons. Ceux qui sont nés après les « indépendances » ont vécu la période des années d'ajustements structurels qui marquèrent les mesures néocoloniales des institutions financières internationales, et le début de la décomposition accélérée du paysage social, économique et de la dégradation environnementale¹, amorcée ou elle aussi, bien avant les indépendances, tout comme les défauts de notre démocratie d'ailleurs.

Les maux de notre démocratie sont les maladies infantiles des institutions coloniales qui se sont aggravés : le clientélisme, la transhumance, les violences entre partisans, l'utilisation des autorités religieuses pour le contrôle et l'endoctrinement des populations. Tous ces éléments déjà présents durant la période coloniale, sont reproduits et rendus plus sophistiqués, après « la décolonisation ». L'euphorie des pseudo-indépendances a permis aux forces de domination d'utiliser « la paix » accordée aux peuples colonisés pour reprendre leurs forces. Cette période d'accalmie, que nous avons appelé indépendance, leur a donné le temps d'embourgeoiser davantage les classes dirigeantes, et d'encourager le consumérisme auprès des catégories les plus démunies, émoussant

ainsi la combativité des forces « progressistes », nourrissant les populations de l'illusion du « progrès » et le goût du spectacle et des distractions.

Nous sommes toujours victimes de ce complexe d'infériorité et/ou de cette paresse qui nous pousse à copier des pays qui se considèrent comme des maîtres en la matière.

Nous avons confondu la véritable démocratie avec la pâle copie que l'Occident a bien voulu nous « vendre », celle qui la réduit à « l'élection de nouveaux maîtres », laissant intacts les rapports de domination et d'exploitation entre pays impérialistes et pays colonisés, au niveau international, entre gouvernants et gouvernés au niveau national, et par conséquent la persistance des inégalités dues à l'inégale « distribution » du peu des richesses nationales qui nous reste après leur expropriation.

Les Africains quant à eux, font de leur mieux pour appliquer les recommandations et feuilles de route des différents organes et institutions de la « communauté internationale ». Nous avons accepté l'ordre mondial qu'on nous a imposé, parce que nous croyons en la supposée « supériorité » de ses protagonistes.

Nous sommes d'ailleurs les seuls à qui on veut imposer un « modèle » pour tout, à promouvoir sur tout le continent, qu'il soit politique ou économique, comme si nous étions des enfants immatures. Et curieusement nous l'acceptons comme quelque chose de tout à fait normale. N'est-ce pas une manière d'abdiquer notre souveraineté, que d'accepter ce qui n'est rien d'autre qu'un réaménagement du système colonial du protectorat ?

Existe-t-il un modèle politique et économique unique en Europe ou ailleurs dans le monde ?

Il est d'ailleurs, à ce sujet, assez surprenant, que la diversité ethnique et linguistique du continent ne semblent point constituer d'obstacles à l'implémentation des programmes de la « communauté internationale » ; Ces réticences n'apparaissent que quand il s'agit d'unir les Africains autour du projet de la défense de leurs intérêts, d'en faire les véritables acteurs du changement dans leurs sociétés.

Les Africains ont pourtant su comment choisir leurs dirigeants depuis des millénaires. Et dans le cadre de la démocratie dite moderne, ils ont voté bien avant les citoyens sans terres et les femmes des États-Unis, un pays considéré comme « une grande démocratie », qui

a imposé aux descendants d'Africains, arrachés de force au continent, la ségrégation raciale jusque dans les années 1970. Les pays européens ont connu des périodes alternées d'autoritarisme, de troubles politiques, de relative stabilité et de fascisme, jusqu'à une époque récente.

Au lieu d'essayer d'imiter ces pays aux expériences diverses et, qui sont loin d'être des démocraties parfaites, nous devrions plutôt concentrer nos efforts à la consolidation de nos États et de nos sociétés maintenues de force dans une condition particulière, qui est celle de cibles de la prédation économique, de l'oppression impérialiste et de la subversion sociale qui continuent jusqu'à présent.

La « démocratie » imposée de l'extérieur, installe les pays africains dans une situation de permanentes campagnes électorales, tandis que les autres pays déroulent de façon méthodique et planifiée leur agenda. Tout agenda politique et économique est soutenu par une idéologie.

Nous avons tous une vision du monde, des principes autour desquels nous organisons notre existence et pensons même parfois que le reste du monde devrait les adopter. Ces idées et principes ne sont pas forcément exprimés à travers un manifeste, mais ils

nous servent plus ou moins de guide dans nos différents choix dans la vie quotidienne et les moments charnières de notre existence. (Propriété collective des biens vitaux, refus de vendre la terre, refus de l'intérêt usuraire etc...).

Ceux qui prétendent ne pas avoir d'idéologie, ont celle qui leur permet de ne pas se sentir lié par leurs affiliations, positions et déclarations antérieures, comme les « transhumants ».

Tout le monde fonctionne sur la base de considérations idéologiques, qu'elles soient tacites ou explicites, conscientes ou non. L'idéologie considérée, dans ce sens, comme l'ensemble des principes et idées qui donnent une cohérence à nos actions, même les notions de juste et d'injuste sont des notions éminemment idéologiques.

Avoir une idéologie ne signifie pas être contraint par la rigidité d'une doctrine et ne pas s'adapter aux exigences des circonstances et à la réalité. Les États-Unis sous Roosevelt, ont initié des réformes politiques que l'on pourrait qualifier de sociales ou même « socialistes », si l'on veut être généreux, afin de « sauver le capitalisme ». On peut, de même, considérer que la Chine s'est ouverte à l'économie de

marché pour sauver son système politique. Si nous pouvons être flexibles sur certains aspects, certains principes et certains intérêts.

Les idéologies politiques diffèrent sur la façon dont doivent être acquis, gérés, distribués, partagés le pouvoir, les ressources et les idées.

C'est l'absence d'idéologie politique qui fait que la majorité des partis politiques existants ne comptent que peu de « militants » dotés d'une conscience politique aiguisée, motivés par des convictions politiques, participant intellectuellement et financièrement à la vie du parti. C'est plutôt « le Parti » qui paie des individus pour mobiliser, « faire foule » lors des rassemblements et, « donner ou vendre leur voix » lors des élections. Dans ce système, ce ne sont pas les idées qui comptent, mais les individus, chefs de partis d'opposition qui jouent le jeu de la démocratie multi-partisane.

Sans idéologie politique claire, la politique est réduite à son aspect purement technique et procédural, qui se limite à savoir comment acquérir le « pouvoir » et le conserver. Cette « classe » servile appelle « pouvoir », le fait d'avoir le « privilège » d'administrer les biens et de protéger les intérêts des investisseurs étrangers, entraînant la corruption des différents corps de l'État,

des autorités traditionnelles, religieuses et académiques et autres influentes célébrités.

Les questions relatives à la production, le contrôle et la répartition des ressources d'un pays sont des questions idéologiques. Sans cette conscience des véritables enjeux du pouvoir politique, on risque de lutter pour que des groupes étrangers, avec la complicité d'une minorité nationale, s'accaparent des ressources de ses propres descendants. Et on continuera pendant longtemps encore à se demander pourquoi l'Afrique et les Africains persistent dans cette pauvreté, qui n'est que la conséquence de la persistance de l'ordre néocolonial. Pour comprendre notre condition actuelle, il nous faut comprendre comment on en est arrivé là.

Les Africains ne sont pas moins intelligents ni plus corrompus, encore moins plus portés à la trahison que les autres peuples. Prêter foi à cette thèse c'est manquer d'intelligence en intériorisant les préjugés racistes sur nous.

Les Africains sont victimes de l'oppression qu'ils subissent depuis plusieurs siècles et réagissent comme tous les peuples opprimés dans l'histoire de l'humanité, même s'ils n'en sont pas toujours conscients.

Etre opprimé au niveau individuel comme l'a rappelé Amos Wilson, signifie par définition être « étouffé » dans le développement et l'expression de ses potentialités humaines, « ce qui entraîne une perturbation des mécanismes de la pensée cognitifs, du système nerveux et émotionnel, et une confusion dans les motivations et valeurs, ainsi que le dérèglement des fonctions biologiques »². C'est ce phénomène qui affecte, à l'échelle collective, les sociétés opprimées.

Si l'incapacité des Africains à gérer leurs sociétés ne résulte pas de leur oppression collective mais de leurs limites culturellement déterminées, s'ils sont moins intelligents que le reste de l'humanité, alors comment se fait-il que leurs compétences et talents individuels enrichissent le reste de l'humanité ?

C'est la persistance de la domination, de l'asservissement qui a fait qu'ils ont perdu le sens de l'initiative collective et mettent leurs talents et compétences individuels au service des dominants.

Toutes les sociétés connaissent une sorte d'agression, de trahison interne, qu'elle provienne de leur élite, par l'exploitation et la tyrannie à l'encontre de leur propre population, par la collaboration avec des puissances étrangères, ou provenant des catégories sociales

« inférieure », à travers les diverses activités criminelles qui peuvent même servir les desseins des oppresseurs. Chaque nation recèle en son sein des individus qui sont prêts à sacrifier l'intérêt collectif pour leurs intérêts ou leurs croyances personnelles. L'hégémonie actuelle des États-Unis d'Amérique même ne serait possible si elle ne reposait sur l'existence de pays vassaux aussi bien européens et non-européens.

Les individus opprimés peuvent ne pas se rendre compte du caractère injuste de leur condition.

De la même façon que l'on peut faire passer par des pratiques coutumières, religieuses, des dispositions légales ou éducatives, l'oppression des femmes comme allant de soi, on peut faire accepter aux Africains qu'être les serviteurs des autres nations est le chemin vers « la modernité », et que « ressembler » à leurs oppresseurs qui les ont déshumanisé est ce qui va les « humaniser ». Ainsi, bon nombre de prix et différentes marques de reconnaissance du « mérite », attribués à certains Africains, sont censés être la « preuve » que l'on « peut y arriver » à force de « travail acharné », de « courage » et de « la détermination » et récompenser les comportements qui ne menacent pas l'ordre néocolonial.

Parce que l'on veut nous faire croire que, ce sont ces qualités qui ont fait la réussite des colons européens et des pionniers américains et non pas la possession des millions d'hectares de terres expropriés de force, mises en valeur grâce au labeur gratuit de millions d'individus et des capitaux de leur pays d'origine. C'est ce type de discours, que l'on entend de nos jours de la bouche de certains entrepreneurs de l'agroalimentaire venus faire fortune au Sénégal et ailleurs en Afrique. Après avoir bénéficié de terres acquises presque gratuitement, du financement de leur banques, et d'une main d'œuvre à vil prix se vantent qu'ils « n'y avait rien », dans l'espace écologiquement sain, qu'ils ont défriché, souillé de pesticides et d'intrants toxiques et qu'ils vont abandonner après l'avoir rendu infertile d'ici quelques années .

Le culte du travail, le courage, l'abnégation, et autres qualités sont l'apanage de toute l'humanité, et dans notre situation, elles devraient plutôt être utilisées et mobilisées pour nous libérer de toute domination.

Nous avons laissé perdurer ce système, si bien qu'aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les dysfonctionnements institutionnels qui posent problème mais plus fondamentalement, la loyauté des

élites dirigeantes envers le peuple sénégalais et, des Sénégalais à l'endroit de leurs compatriotes, des Africains à l'égard de leurs voisins.

Penser notre société, c'est penser la nature de l'État néocolonial, cet « éléphant au milieu du salon », que nous refusons de voir. Nous trouvons tout à fait normal le fait que « notre économie » soit contrôlée par des entreprises étrangères, car nous estimons que c'est la « règle du jeu » d'accueillir à bras ouverts des investisseurs « étrangers » et, de trouver insupportable que nos frères Africains tiennent des petits commerces dans nos pays. Nous refusons de considérer qu'une armée sur notre territoire national est une armée d'occupation, qu'une société qui n'éduque pas elle-même, ses membres, cesse d'exister en tant que société porteuse d'un projet qui lui est propre.

La réalité est que ce sont bien des forces étrangères qui disposent du pouvoir de contrôler, d'influencer et de corrompre le personnel politique de nos pays.

L'extraversion de nos sociétés ne concerne pas seulement le secteur économique ; les principaux acteurs politiques dépendent d'institutions et organisations étrangères. Les gouvernants, opposants et membres de la société civile, « ambassadeurs des

nations unies » et autres, tous suivent un agenda qu'ils n'ont pas conçu, défendent des causes qu'ils n'embrassent que superficiellement.

C'est dire que la question de la véritable souveraineté nationale ne concerne pas seulement « la classe politique », mais elle interpelle l'ensemble des citoyens sénégalais que l'état néocolonial confine encore au statut d'indigène. Un type d'État qui condamne la classe dirigeante à la subordination et exclut la majorité de sa population du jeu politique sous le prétexte qu'elle ne maîtrise pas la langue du colonisateur. Comme si ne pas parler la langue du colonisateur en faisait des individus dépourvus de capacités intellectuelles.

Les masses n'ont pas besoin de sortir de grandes écoles pour se rendre compte que s'ils vivaient vraiment dans un pays libre et indépendant, leurs fils et leurs filles ne seraient pas obligés de maîtriser des langues étrangères pour pouvoir travailler dans une administration qui gère leurs affaires publiques, qu'ils ne seraient pas jugés dans des tribunaux où ils auront besoin d'interprètes, par une législation qui, dans la plupart des cas, va à l'encontre de leurs coutumes et de leur culture.

Nous avons ainsi une « classe dirigeante » qui fait semblant d'ignorer les mécanismes du néocolonialisme, alors que l'histoire politique du pays, dès les premières heures de « l'indépendance », nous enseigne, avec l'éviction du président Mamadou Dia, que les forces étrangères ne tolèrent aucune remise en question de « l'ordre » colonial, « ordre » dont nous subissons les conséquences.

« L'invisibilité des relations néocoloniales », à travers les manœuvres clandestines de l'Occident pour réaliser son programme et ses projets, qui perpétuent la dépendance du Sénégal et des pays africains après leur « indépendance », relève soit : de la mauvaise foi qui nous pousse à faire la politique de l'autruche, soit, révèle la cécité d'une catégorie d'hommes politiques et d'intellectuels qui n'ont pas « su » ou voulu voir ces relations « latentes » qui maintiennent les peuples africains dans de dégradantes conditions depuis des siècles.

De la même façon que les agents pathogènes qui causent les maladies qui nous affectent sont invisibles à l'œil nu, les maux de nos sociétés sont à rechercher dans la persistance des mécanismes et relations, qui, en apparence inoffensifs, sont ceux-là même qui nous maintiennent dans la violence de la servitude.

Certains observateurs considèrent l'ordre impérialiste, comme une fatalité, et que nous devrions faire preuve de patience en attendant que la croissance africaine puisse atteindre les populations. Alors que cette mondialisation qu'ils louent, plonge de plus en plus de larges segments de la population des pays industrialisés dans la précarité.

D'autres ont même intériorisé l'oppression, si bien qu'ils préfèrent blâmer leur propre peuple, les rendant même « responsables » de conditions qui leur sont imposées politiquement. Ils ne veulent pas remettre en question leurs privilèges acquis par leur collusion avec les exploiters de ce peuple. C'est pourquoi ils trouvent maladroit, d'aborder les questions qui sont censées « fâcher » ces derniers.

Peut-on, avec cet état d'esprit, reprocher à nos dirigeants leur absence de courage, quand ceux qui sont « censés savoir », ne peuvent même pas mettre leurs divers savoirs, talents et compétences au service de la Vérité et de la Justice, ne serait-ce que pour dénoncer ou au moins donner à leurs concitoyens les clés pour comprendre leur condition ?

A plus d'un demi-siècle après la « décolonisation », quand comptent-ils aborder ces questions ? Ce sont là

des discours d'une indécence absolue, d'une génération qui a failli à sa mission historique.

Certains d'entre eux sont même allés jusqu'à dire, que « nous n'étions pas prêts pour « l'indépendance ». C'est peut-être pourquoi on ne l'est toujours pas d'ailleurs, car on ne « reçoit » pas « l'indépendance », de même qu'on ne « subit » pas la « décolonisation ». N'étions-nous pas indépendants avant la colonisation ? Qui nous a appris à construire des royaumes et des empires ? Haïti était-il prêt pour son indépendance ? Cuba l'était-elle ? Les États-Unis ainsi que tous les pays anciennement occupés, l'étaient-ils ?

Il n'y a pas d'autre préparation à l'indépendance que la volonté d'être libre. Ce sont là des propos qui traduisent l'état de confusion qui habite « notre » classe dirigeante. Une classe dirigeante dont l'absence de courage et de vision a poussé le peuple à penser à tort, que sa condition était meilleure du temps de la colonisation.

Quels sont nos objectifs, nos ambitions qui nous sont propres ? Que voulons-nous réaliser ? Comment le voulons-nous ? Comment comptons-nous organiser notre économie, nos sociétés de façon à sortir de cet état de crise permanente ?

Oser poser les questions qui fâchent, permettra peut-être d'impulser une prise de conscience qui nous poussera à vivre de façon cohérente, avec l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes, de notre culture, qui est mise à mal, dans une société où perdre ses propres repères est devenu signe de modernité.

Notes

¹La sécheresse des années 1970 n'est-elle pas une conséquence de la culture de traite principalement de l'arachide qui a entraîné la déforestation des terres destinées à cette culture de rente ? .Cela continue de nos jours pour l'autosuffisance en riz autres offre des paysages de milliers d'hectares sans aucun arbre debout.

²"To be oppressed is by definition to have one's thought processes disturbed; emotions impaired; motives and values inverted; and one's body functions imbalanced."

The Falsification of Afrikan Consciousness by Amos N. Wilson